

Résumé – *Librairie en ligne et librairie physique sont complémentaires et contribuent de concert à la diffusion du livre et à la pratique de la lecture. L'introduction d'un tarif minimum d'expédition aurait un effet inflationniste majeur, induisant une hausse du coût d'acquisition des livres vendus en ligne et affectant le pouvoir d'achat des lecteurs – et plus particulièrement de ceux qui résident loin des points de vente physiques et n'ont pas d'alternative. Une telle mesure affecterait les ventes de livres et donc l'ensemble de la filière, notamment les petites maisons d'édition et les auteurs les moins diffusés en librairie. Or, des alternatives existent qui ne pénaliseraient ni la lecture, ni le pouvoir d'achat des Français – par exemple la mise en place d'un tarif postal dédié, qui existe déjà pour les expéditions de livres vers l'étranger : envoyer un livre de 500 grammes à Londres coûte ainsi 1,49€, alors que l'envoyer à une adresse française coûte quatre fois plus cher, à savoir 6€. Si un tarif minimum d'expédition devait néanmoins être adopté, il conviendrait de le fixer au niveau le plus bas possible de manière à limiter ses effets inflationnistes. Il paraît souhaitable de réaliser une étude d'impact économique préalablement à la mise en œuvre d'une telle mesure.*

Introduction

L'intégration des librairies en ligne à l'industrie française du livre s'est opérée en complémentarité vis-à-vis des autres acteurs du secteur et en conformité avec le cadre réglementaire applicable, et notamment avec la loi sur le prix unique du livre. Le commerce en ligne a d'ailleurs contribué à la réalisation du premier objectif fixé par cette loi, qui était selon le texte de 1981 d'assurer « l'égalité des citoyens dans l'accès au livre, qui sera vendu au même prix sur tout le territoire national ». Longtemps, cette ambition est restée lettre morte sur une grande partie du territoire. Les librairies sont en effet très concentrées dans les grandes villes : Paris intra-muros compterait ainsi plus de 20 % du total des librairies françaises, pour seulement 3 % de la population¹ ; et plus de 90 % des quelque 35 000 communes françaises n'ont pas de librairie sur leur territoire. Pour les dizaines de millions de Français qui n'ont pas de librairie près de chez eux, ou qui recherchent un ouvrage indisponible dans leur point de vente de proximité, le prix unique du livre est resté pendant plusieurs décennies une aspiration plutôt qu'une réalité, de même que l'égal accès au livre, parce qu'ils n'avaient souvent d'autre solution pour accéder aux livres de leur choix que de supporter des coûts de transport significatifs qui s'ajoutaient au prix unique du livre, et n'avaient accès qu'à une sélection limitée.

Grâce au commerce en ligne, un lecteur résidant dans un village isolé peut désormais se procurer n'importe quel livre rapidement, en déboursant la même somme que s'il vivait au cœur du Quartier Latin. En d'autres termes, l'égal accès au livre est devenu réalité pour tous les livres et pour tous les lecteurs, et cela en partie grâce aux librairies en lignes qui viennent corriger les disparités territoriales et permettent aux titres moins connus, plus pointus, anciens, de rencontrer eux aussi leur lectorat. C'est tant mieux pour le pouvoir d'achat des lecteurs, qui n'est pas extensible, et c'est aussi tant mieux pour la diffusion de la culture et du savoir, ainsi que pour la lecture et pour le livre imprimé. Nous sommes fiers qu'Amazon contribue ainsi, avec d'autres, à la diffusion du livre, de la lecture et la culture française et francophone, et à donner toute sa portée à l'ambition de la loi de 1981 d'assurer « l'égalité des citoyens devant le livre ».

Nous comprenons l'objectif poursuivi par le législateur, consistant à garantir le maintien d'un réseau dense de librairies indépendantes. Toutefois, l'instauration d'un tarif minimum d'expédition ne nous semble pas constituer un outil adapté, dans la mesure où elle exposerait les nombreux lecteurs qui ne sont pas en mesure de se rendre en librairie à une forte augmentation du coût des livres. Librairies en ligne et librairies traditionnelles sont en réalité complémentaires et confèrent à tous les lecteurs, où qu'ils résident, un égal accès au livre.

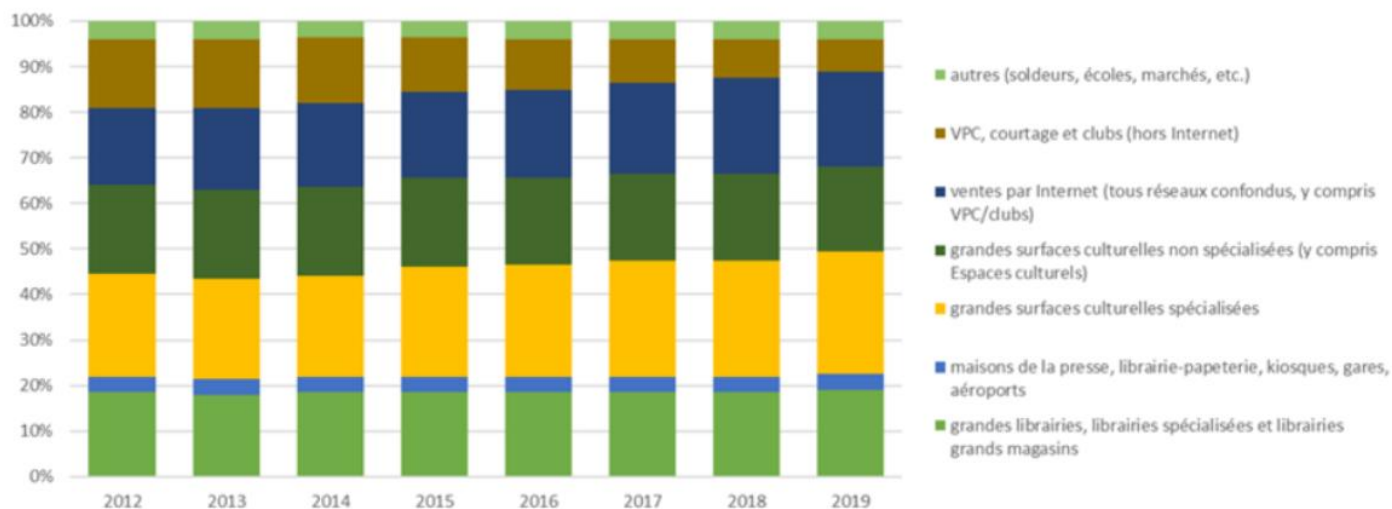
L'ambition d'Amazon est d'offrir aux lecteurs la sélection la plus large et de promouvoir la lecture partout sur le territoire. Avec un catalogue de 10 millions de titres francophones et de millions de titres en langues étrangères, Amazon complète l'offre proposée par les points de vente physiques, qui est généralement de quelques milliers ou dizaines de milliers de titres. Les lecteurs français nous commandent ainsi 300 000 titres différents par mois en moyenne, et nous expédions plus de 40 % de nos livres à des clients vivant dans des codes postaux qui n'ont pas de librairie, leur offrant ainsi un service complémentaire de celui des librairies physiques. En l'an 2000, c'est-à-dire l'année où Amazon est arrivée en France, l'institut Sofres estimait à 20,8 % la part des librairies dans la vente de détail de livres². En 2014, ce même institut l'estimait à 22 %, puis à 22,5 % en 2019³, ce qui signifie qu'après plus de vingt ans de présence d'Amazon en France, la proportion de livres vendus en librairie n'a pas diminué. L'idée qu'Amazon ou le commerce en ligne seraient à l'origine d'un déclin des librairies n'est donc pas confirmée par les faits, ni d'ailleurs par les études disponibles (voir ci-dessous³).

¹ Source : données recensées par [Slate](#), « La fermeture des librairies est-elle un problème de bourgeois ? », novembre 2020

² Source : [Chiffres-cles-du-secteur-du-livre-2000-2001](#)

³ Source : Avis de la Commission des Affaires Economiques du Sénat sur la proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs (juin 2021) <https://www.senat.fr/rap/a20-651/a20-6510.html> Document pdf : [a20-6511.pdf \(senat.fr\)](#)

Répartition des parts de marché des acteurs de la distribution de livres en France en 2019



Source : baromètre multi-clients Achats de livres Kantar TNS Sofres pour MC/DGMIC-SLL, panel de 3000 personnes de 15 ans et plus.

En réalité, le commerce en ligne et le commerce physique sont complémentaires de façon générale, et le sont encore bien davantage dans le champ du livre et de la lecture. Les librairies généralistes proposent en effet un service de proximité et majoritairement des titres récents, alors que le catalogue d'Amazon est constitué à plus des deux tiers par des livres parus depuis plus de deux ans. Quant aux librairies spécialisées, elles ont un positionnement tout à fait différent de celui d'Amazon, qui a une vocation généraliste. Comme le montre l'étude annuelle du Centre National du Livre sur les Français et la lecture⁴, et plus particulièrement la rubrique sur les lieux d'achat du livre, les lecteurs ont des comportements largement omnicaux, ce qui signifie qu'ils recourent à de multiples canaux de distribution pour acheter des livres. Il convient donc d'encourager la rencontre avec le livre par de multiples biais et canaux de vente, dans la mesure où le livre est lui-même concurrencé par de nombreuses autres formes de pratiques culturelles et de loisirs : si les lecteurs actifs sont nombreux, alors commerce en ligne et librairies indépendantes se porteront bien ; à l'inverse, si le nombre de lecteurs diminue, ce sont tous les canaux de vente qui en pâtiront. Une étude récente du Centre National du Livre montre par ailleurs que la prescription et l'achat en ligne sont un moteur puissant d'engagement et de fidélisation à la lecture pour les jeunes âgés de 7 à 25 ans⁵. En d'autres termes, il existe des synergies entre canaux de distribution. Dans ces conditions, nous craignons que l'introduction d'un tarif minimal d'expédition élevé pour les livres ne décourage les lecteurs.

Question 1 : Que pensez-vous de fixer à 3€ TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Un tarif minimum d'expédition, s'il devait être mis en œuvre, renchérirait le coût des livres et pénaliserait la lecture. Il nous semble donc qu'il devrait être le plus bas possible, particulièrement à l'heure du retour accéléré de l'inflation, que les pouvoirs publics cherchent à enrayer par tous les moyens.

Un tarif minimum de 3€ représenterait une perte de pouvoir d'achat significative. Si une telle mesure était mise en œuvre, les vendeurs de livres en ligne auraient l'obligation d'ajouter ces frais d'expédition au prix unique du livre, fixé par la loi. Certains citoyens pourraient certes y échapper en achetant leur ouvrage en librairie, mais pour beaucoup d'autres, la facture serait élevée : un tarif minimum de 3€ renchérirait ainsi de 40 % le prix d'un livre de poche vendu 7,50€⁶. Sachant qu'il se vend chaque année plus de 400 millions de livres en France, dont **17 % en ligne** selon une étude Kantar TNS Sofres pour le Ministère de la Culture³, cette mesure représenterait un surcoût de plusieurs centaines de millions d'euros par an pour les lecteurs français.

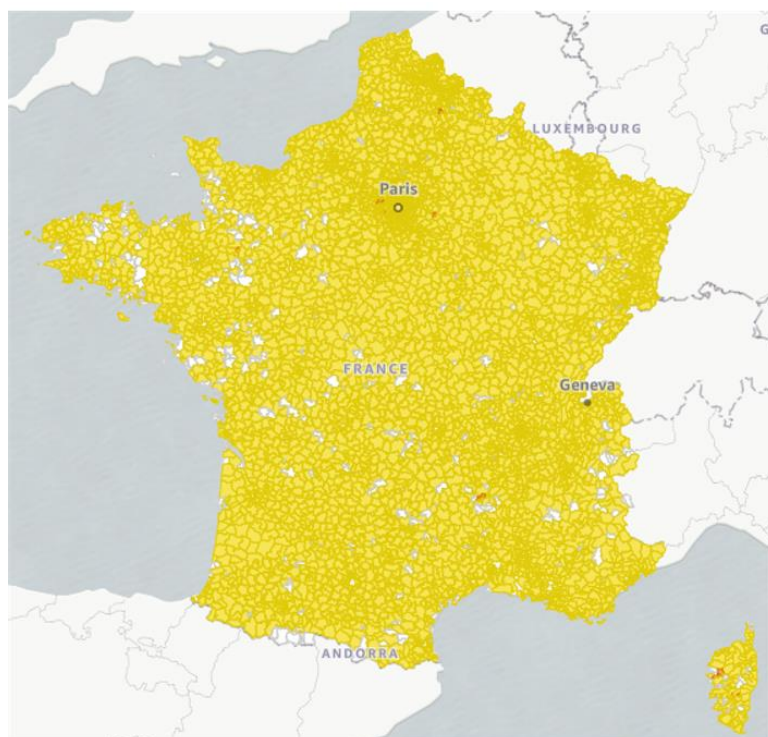
Un tarif minimum de 3€ pénaliserait plus fortement les lecteurs ruraux et périurbains. En effet, 45 % des Français qui achètent des livres en ligne le font en raison de l'éloignement des points de vente physiques selon une étude Ifop de 2021. Cette proportion atteint même 81 % dans les communes rurales. Cela explique que près de la moitié des livres achetés (46 %) sur Amazon le soient par des habitants de communes de moins de 10 000 habitants, et plus de 20 % par des habitants de communes de moins de 2 000

⁴ Source : <https://centrenationaldulivre.fr/donnees-cles/les-francais-et-la-lecture-en-2021>

⁵ Source : <https://centrenationaldulivre.fr/donnees-cles/les-jeunes-francais-et-la-lecture>

⁶ Soit un prix proche de la moyenne, voir <https://www.livre-attitude.fr/etudes/prix-livre-edition/>

habitants. La répartition territoriale de nos ventes montre que nos clients sont répartis sur l'ensemble du territoire, et leurs habitudes d'achat de livres en ligne sont homogènes dans les zones rurales et dans les zones urbaines (voir carte ci-dessous).



Nombre moyen de livres vendus par client Amazon ayant acheté dans la catégorie "livre" en 2021. [1 - 4] [4 - 8] >8

Carte – Les habitudes d'achat de livres en ligne sont homogènes sur l'ensemble du territoire

En cas d'application d'un tarif minimal de 3€, ces lecteurs seraient confrontés à une alternative simple : renoncer à certains de leurs achats de livres et donc lire moins – ce que feraient 25 % des personnes interrogées par l'Ifop – ou alors supporter des coûts supplémentaires substantiels, soit en acquittant 3€ supplémentaires à chaque achat de livres, soit en prenant leur voiture pour se rendre en librairie.

Beaucoup de lecteurs qui achètent en ligne n'ont pas les moyens de supporter de tels surcoûts : l'étude Ifop de 2021 mentionnée ci-dessus révèle ainsi que les lecteurs aux revenus les plus modestes ont davantage tendance à acheter leurs livres exclusivement en ligne.

Un tarif minimum de 3€ ferait supporter aux lecteurs l'essentiel des frais d'expédition, ce qui n'est pas l'objectif fixé par la loi de 2021 visant à conforter l'économie du livre. Les coûts supportés par les détaillants en ligne, y compris les coûts de livraison, sont normalement absorbés par leur marge commerciale, c'est-à-dire par la différence entre le prix unique du livre – éventuellement augmenté des frais de livraison facturés aux clients – et le prix d'acquisition auprès des maisons d'édition. Le tarif minimal n'a pas vocation à compenser intégralement le coût de la livraison, et encore moins à le surcompenser, mais simplement à faire en sorte qu'il puisse être absorbé par le vendeur. Or, un tarif de 3€ irait au-delà de cet objectif. Prenons l'exemple d'un livre de poche⁷ pesant moins de 250 grammes une fois emballé : le vendeur peut utiliser le tarif Ecopli ou Lettre Verte de La Poste, coûtant respectivement 3,35€ et 3,74€⁸. Si les frais d'expédition minimaux sont fixés à 3€, cela signifie que la réglementation obligera les lecteurs à supporter plus de 80 % du coût de la livraison, et même 100 % dans certains cas, par exemple lorsque le vendeur a accès à des tarifs d'expédition négociés. Au même titre que les lecteurs n'ont pas à payer, en plus du prix unique du livre, les frais attenants à leurs achats en magasin (chauffage, éclairage, loyer...), il paraît souhaitable de minimiser la prise en charge par les lecteurs des frais induits par la vente en ligne. Si un tarif minimal devait être mis en place, il nous semble qu'il devrait tendre à préserver le pouvoir d'achat des lecteurs, faute de quoi il irait à l'encontre de la loi et de l'intention du législateur, qui n'a jamais entendu faire peser sur les Français l'intégralité des coûts d'expédition.

Un tarif minimum de 3€ pénaliserait également les éditeurs et les auteurs les moins diffusés en librairie. Les libraires en ligne n'ont en effet de contrainte liée à la taille des rayons, et peuvent donc donner leur chance à des auteurs moins connus ou à de petites maisons d'édition. Ces derniers seraient par conséquent davantage affectés par un renchérissement du coût des livres ciblé sur les ventes en ligne.

Il existe des alternatives qui permettraient de ne pénaliser ni la lecture, ni le pouvoir d'achat des Français. Un tarif postal réduit existe depuis longtemps outre-Rhin et outre-Atlantique, mais aussi en France pour les expéditions de livres vers l'étranger. Ainsi, le tarif postal applicable pour expédier un livre de 400 grammes depuis la France à un expatrié vivant à Londres est aujourd'hui

⁷ Les livres de poche représentent 25.5% des ventes totales de livre en 2020 selon un rapport du [SNE](#).

⁸ [Service Universel Postal : Lettre Verte entreprise et Ecopli entreprise](#)

de 1,49€⁹, tandis que le tarif postal applicable pour expédier le même livre à un habitant du Massif Central ou de la région parisienne est de 6€¹⁰, soit quatre fois plus. Le tarif postal applicable à un envoi d'un livre vers New-York ou Tokyo est de 2,60€, soit moins de la moitié du tarif applicable aux envois nationaux. Si le tarif applicable aux expatriés était étendu aux résidents de métropole, cela réduirait très significativement le coût d'expédition des livres vendus en ligne et rendrait inutile le tarif minimal envisagé dans le cadre de la présente consultation. Nous regrettons que cette possibilité n'ait pas été envisagée par les pouvoirs publics jusqu'à présent, mais il n'est pas trop tard pour l'étudier et nous formons le vœu que l'ARCEP puisse l'expertiser.

Le niveau du tarif minimal devrait être déterminé au vu de l'ensemble des services d'expédition à la disposition des vendeurs.

A notre avis, l'ARCEP ne devrait pas fonder son analyse uniquement sur les tarifs de La Poste, accessibles aux particuliers, mais sur les divers tarifs plus favorables existant pour les envois groupés, conformément au texte de la loi qui prévoit que le tarif minimal d'expédition doit être pris « *en tenant compte des tarifs proposés par les prestataires de services postaux sur le marché de la vente au détail de livres* ». Nous avons analysé l'offre de services de livraison offerte aux PME françaises, notamment pour bâtir notre offre de service « Expédié par Amazon »¹¹. Pour l'emballage et l'expédition d'un colis pesant entre 225 et 400 grammes avec le service Expédié par Amazon, nous facturons à nos vendeurs partenaires 4,55€ (contre 6,55€ pour une expédition Colissimo). Nous facturons 3,61€ pour un colis pesant entre 210 et 225 grammes (contre 4,95€ pour une expédition Colissimo). Notre service inclut la préparation et l'emballage des articles et offre une livraison rapide en un jour. Parmi les 13 000 PME françaises vendant sur la place de marché d'Amazon.fr, la moitié n'utilisent pas le service « Expédié par Amazon » et nous disent préférer d'autres services de livraison moins chers et moins rapides, bien qu'elles aient à payer des frais d'emballage en plus de ces services. Cela suggère qu'il existe en France de nombreuses offres alternatives compétitives. Enfin, pour apprécier la réalité des coûts de livraison, il conviendrait de tenir compte des coûts réduits des expéditions en points relais : ce mode de livraison est en effet utilisé par 51 %¹² des cyber-acheteurs et permet au vendeur de réaliser plus d'1€ d'économie par colis expédié.

Question 2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

La mise en place d'un seuil d'achat au-delà duquel le tarif minimum ne serait plus applicable nous semble découler de l'objet même de la loi visant à conforter l'économie du livre. Ainsi qu'il a été dit précédemment, cette loi n'a pas pour objet de mettre à la charge des lecteurs l'intégralité des coûts d'expédition mais, par exception, d'en répercuter une partie dans les cas où ils ne peuvent être intégralement pris en charge par les vendeurs. Or, la remise, c'est-à-dire la marge commerciale des vendeurs, est certes variable mais généralement proportionnelle au prix du livre et comprise entre 25 et 40 % selon une étude publiée par le Ministère de la Culture en 2021¹³, tandis que les coûts d'expédition sont décroissants en fonction du poids (par exemple, expédier deux livres de poche en un seul colis coûte moins cher qu'en deux colis). Pour les expéditions groupées ou les livres de valeur, le coût d'expédition est donc proportionnellement moindre et peut être absorbé par la marge commerciale du vendeur. A partir d'un certain seuil, il n'y a donc aucune raison que la réglementation oblige à le répercuter sur l'acheteur.

Nous pensons qu'un tel seuil ne peut qu'être un seuil d'achat par commande (où le montant total commandé doit atteindre le seuil). Un seuil par envoi (où le montant de chaque colis expédié, le cas échéant, doit atteindre le seuil) serait impossible à mettre en œuvre et source de confusion pour les acheteurs. Ceux-ci doivent avoir la certitude que le seuil est atteint au moment de passer leur commande, et que leurs frais de livraison ne seront pas modifiés si la commande est ensuite expédiée en plusieurs fois, ce qu'il n'est pas possible de déterminer au moment où la commande est passée (voir aussi notre réponse à la question 4).

Par ailleurs, sur un plan rédactionnel, l'arrêté d'application pourrait à notre avis s'abstenir d'énoncer une règle nouvelle pour les achats supérieurs au seuil, et se borner à rappeler – par souci de clarté et de cohérence juridique – la règle générale énoncée à l'article 1^{er} de la loi, en précisant simplement qu'au-delà dudit seuil, le service de livraison du livre ne peut être proposé par le détaillant à titre gratuit, sauf si le livre est retiré dans un commerce de vente au détail de livres.

Question 3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01€ ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25€ d'achat ? Pourquoi ?

Ce seuil devrait à notre avis être le plus bas possible et le montant de 25€ proposé dans le cadre de la présente consultation nous paraît excessif. D'une part, il excède le double du prix moyen d'un livre et le triple du prix moyen d'un livre de poche, ce qui signifie

⁹ Expédier un livre de moins de 500 grammes vers l'UE, le Royaume-Uni ou la Suisse coûte 1,49€ au tarif postal en vigueur pour les envois de livres à l'international ([Tarifs livres et brochures 2022 | La Poste](#)), alors que le tarif Lettre Verte, applicable aux expéditions vers la France, est de 6€.

¹⁰ [Service Universel Postal : Lettre Verte](#)

¹¹ [Service Expédié par Amazon](#)

¹² Source : [UFC Que Choisir : infographie sur la livraison de colis](#)

¹³ Source : <https://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Livre-et-lecture/Files/Prix-du-livre-Mode-d-emploi>

que les acheteurs aux revenus les plus modestes n'en bénéficieront pas ou rarement. D'autre part, il excède le niveau de prix requis pour que la marge commerciale des vendeurs permette d'absorber les coûts d'expédition. Prenons en effet l'exemple d'une expédition comprenant trois livres de poche pesant 200 grammes chacun et vendus au prix unitaire de 7,50€. Le montant de la commande est de 22,50€ et en supposant un taux de marge de 36 %¹⁴, la remise s'établit à 8,1€, soit un montant supérieur même au coût d'expédition au tarif Colissimo¹⁵ (7,45€ pour un colis de 750 grammes).

Question 4 : Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

L'application d'un tarif minimal d'expédition par colis, et non par commande, nous semble impraticable, tant du point de vue des acheteurs qu'en termes de contrôle par les autorités compétentes. Les acheteurs ont intérêt à ce que les frais d'expédition soient connus au moment du règlement de la commande. Or, à ce stade, le vendeur n'a pas toujours de visibilité quant au nombre de colis devant être expédiés : il ne sait pas précisément à quelle date il recevra les titres manquants de la part des éditeurs, ni de quelle manière il optimisera l'emballage des articles commandés. Les acheteurs doivent pouvoir connaître le coût de la livraison au moment de l'acte d'achat. Ils ne comprendraient pas qu'après leur avoir facturé des frais de livraison lors de la commande, le vendeur les recontacte pour ajuster ces frais à la hausse ou à la baisse en fonction du mode d'expédition finalement retenu.

Question 5 : Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

Nous proposons que l'arrêté d'application créant le tarif minimal soit pris pour une durée limitée, compte tenu notamment du fait que la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs n'a donné lieu à ce jour à aucune étude d'impact, ni préalablement ni postérieurement à son adoption. Une durée d'application limitée à deux ans serait au demeurant cohérente avec le dernier alinéa de l'article 1er de la loi, qui prévoit que « *dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté mentionné au 1° du I, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les effets de la mise en œuvre du même 1° sur le marché du livre, sur le réseau des détaillants de livres et sur l'accès du public à l'achat de livres* ». Conformément à l'intention du législateur, ce rapport sera l'occasion d'un ajustement du dispositif de tarification minimale.

¹⁴ Source : [Etude Xerfi 2021 sur Le marché et la distribution de livres](#)

¹⁵ [Service Universel Postal : Colissimo](#)